



Les oubliées de l'Histoire

Les femmes sont les oubliées de l'Histoire. Celles qui ont lutté leur vie durant, pour conquérir le droit de penser par elles-mêmes, de peindre, d'écrire ou de choisir leur vie sans tutelle masculine s'effacent bien souvent de l'histoire... écrite par les hommes.



TOUT LE MÉRITE DU LIVRE d'Hélène Hernandez, *Celles de 14*, est là : faire sortir de l'ombre, le temps d'une lecture, les féministes du début du XX^e siècle et évoquer le sort de toutes les autres, ouvrières à domicile ou paysannes, dont nos livres d'histoire parlent si peu.

L'idée de cet ouvrage – exposer au grand jour l'histoire et la situation des femmes en 1914 – est venue à l'auteure à l'occasion du centenaire de la Grande Boucherie. Leur quotidien, comme celui des hommes, a été bouleversé, elles ont souffert de privations, de la perte d'un mari ou d'un frère mais se sont aussi engagées contre la guerre et pour défendre leurs droits.

L'auteure s'appuie sur les travaux de sociologues et d'historiennes comme Margaret Maruani, Colette Avrane, Christine Bard, pour nous dessiner le portrait social et politique de ces femmes en marche vers leur émancipation.

« 1 heure, 2 heures, 3 heures. L'aube balaie les visages... Les jambes fléchis-

sent. Le regard fixe, la bouche lourde, le corps appesanti, mes compagnes s'agitent dans le demi-jour blême. C'est l'heure de la grande fatigue... il faut produire car la machine commande et au dehors la misère guette. Lorsque vient enfin l'heure de la délivrance, ce sont des loques que l'usine jette à la rue. »

Hélène Hernandez choisit cette citation de Marcelle Capy pour évoquer le travail des femmes au début du siècle et les emplois qu'elles occupent. Marcelle Capy est une journaliste pacifiste et féministe libertaire, elle a travaillé anonymement dans une usine d'armement pour enquêter sur les conditions de travail des ouvrières qui manipulent jusqu'à 2500 obus de 7 kilos par jour !

Avant 1914, le travail des femmes est souvent invisible ; dans une France majoritairement agricole, elles aident leurs maris aux champs. Beaucoup travaillent à domicile, sont employées de maison, placées dès leur plus jeune âge, souvent dès 11 ans, dans les fermes. Couturières à domicile, elles travaillent 10 à 12 heures par jour pour un salaire de misère, moitié de celui des ouvriers, amenant certaines à s'habiller en hommes pour aller toucher leur salaire.

Une loi en mars 1900 a limité la journée des femmes en ateliers et fabriques à 10 heures par jour, mais rien pour le travail domestique ; ce flou trouve un écho aujourd'hui dans le secteur des services à la personne !

La guerre de 1914 est souvent citée comme un moteur de mise au travail des femmes, mais l'auteure montre que les statistiques démentent cette affirmation : dès la fin de la guerre la pénétration des femmes dans l'activité professionnelle s'effondre, retour à l'ordre et les femmes à la maison.

Les lois de Jules Ferry ne permettent pas aux femmes de bénéficier des mêmes enseignements que les hommes, certaines vont braver les interdits et suivre les cours qui leur permettront de devenir médecins, avocates. En 1914, il y a huit femmes avocates, une centaine de femmes médecins seulement.

« Mais chaque fois, ce sera un combat, chaque fois le métier acquis sera décrié, brocardé, persiflé, nié, voire interdit et toujours méprisé, chaque fois, il ne sera reconnu qu'à un salaire plus faible. »

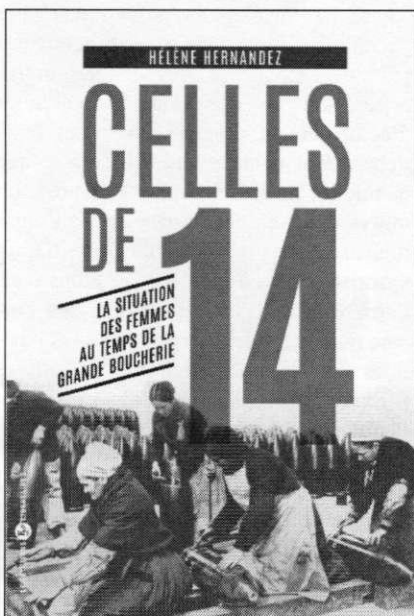
« La femme est le prolétaire du prolétaire même » disait Flora Tristan. La loi de 1901 sur les associations va permettre à de nombreuses associations féministes de faire entendre la voix des femmes qui luttent pour leurs droits et leur place dans la société.

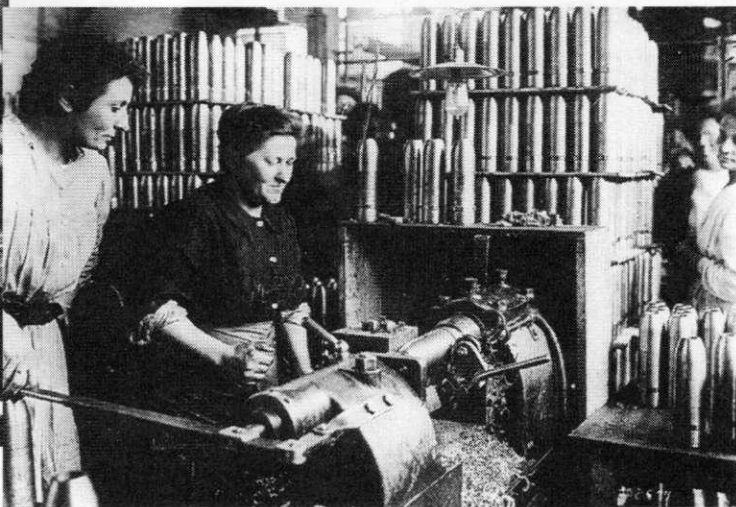
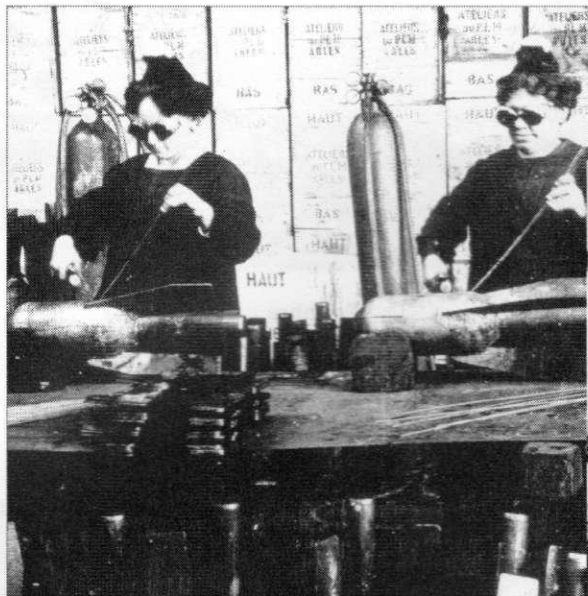
À cette époque, la principale revendication est le droit de vote pour les femmes. Les pionnières en sont les Anglo-Saxonnes qui, bien souvent, n'isolent pas cette revendication d'autres plus sociales et politiques comme la lutte contre l'esclavage.

En 1848, des femmes se réunissent dans l'État de New York et revendiquent droit de vote, droit de propriété, droit d'obtenir le divorce et d'accéder aux mêmes professions que les hommes. Les femmes américaines voteront pour la première fois en 1920, presque trente ans avant les Françaises !

L'auteure cite les nombreuses associations féministes existant en France à l'époque, certaines plus radicales que d'autres, animées par des femmes instruites, souvent autodidactes, journalistes, médecins, avocates.

Une parmi beaucoup d'autres : La ligue nationale pour le vote des femmes, créée en juillet 1914, organise des réunions





publiques afin que les femmes écartées de la vie politique «puissent constituer une sorte de parlement féminin». Les discussions sont animées par Madeleine Pelletier, première femme médecin psychiatre, néomalthusienne militante pour le droit à l'avortement et à la contraception. Madeleine Pelletier sera condamnée pour avoir pratiqué des avortements et pour propagande malthusienne.

En août 1914, la guerre est déclenchée, «la plupart des féministes vont mettre en sourdine leurs revendications. Elles espèrent démontrer leur maturité patriotique et recevoir en récompense les droits politiques en soutenant l'Union sacrée».

Les entreprises ferment et beaucoup de femmes se retrouvent au chômage ou dans les champs à tenir la charrue à la place des hommes avec à peine de quoi survivre. Dans les zones occupées, des femmes et des jeunes filles sont «raflées» par les autorités allemandes pour servir dans les bordels militaires.

À partir de 1915, les femmes quitteront des emplois mal payés pour aller travailler douze à quatorze heures par jour dans les usines d'armement, exposées à des produits toxiques et dangereux sans aucune sécurité.

Certaines résistent envers et contre tout : «Les féministes radicales ainsi que le mouvement néo-malthusien et les anarchistes prônent la grève des ventres pour ne faire ni chair à canons ni chair à patrons et militent pour refuser la violence.»

Louise Saumoneau lance un appel à toutes les femmes en mai 1915 :

**«À bas la société capitaliste !
À bas la guerre !
À bas le chauvinisme menteur !
En avant pour la paix !»**

Elle distribue tracts et brochures ce qui lui vaut sept semaines de prison.

D'autres femmes seront condamnées, radiées de l'enseignement pour propagande défaitiste et traînées en conseil de guerre : Marie Mayoux, Lucie Colliard, Hélène Brion, «pour avoir émis, sur l'attitude à observer en cas de guerre par le peuple, des idées qui sont la négation même de l'idée de patrie».

Les hommes sont au front, 39% de la main-d'œuvre est féminine, le coût de la vie a augmenté et les conditions de travail sont terribles pour ces femmes qui meurent souvent d'épuisement. Alors, elles font grève : le 14 mai 1917, les mininettes (couturières qui prennent le repas de midi sur le pouce) déclenchent une grève de quatorze jours pour obtenir le paiement intégral du samedi et une indemnité de vie chère. Elles seront 10 000 couturières grévistes et une loi sera votée instaurant la semaine de cinq jours et demi.

Quand la guerre se termine, «alors ce sont les femmes qui trinquent avec le retour du bâton. La guerre fortifie la pensée sociale traditionnelle d'avant 14 : la femme est intrinsèquement faible, mère de la race ou alors prostituée, car le juste repos du guerrier l'exige. Les épouses infidèles sont mises au pilori : la sévérité des tribunaux envers la femme adultère va de

paire avec leur indulgence pour le soldat convaincu d'assassinat de son épouse coupable... On culpabilise les mères qui travaillent, la maternité serait non seulement le devoir naturel ou l'épanouissement suprême de la femme mais aussi le service actif à la patrie : l'impôt du sang !».

L'après-guerre remet les femmes à leur place, à la pouponnière et à la cuisine !

En 1920, l'Assemblée nationale vote une loi interdisant l'avortement et la contraception ; quant à la propagande malthusienne, elle est sévèrement condamnée en dépit des protestations de la journaliste Séverine qui écrit que «le gouvernement n'a pas à se permettre d'allonger son nez dans les alcôves et à se mêler de ce qui s'y passe».

Et l'auteure conclut : «Non, la Première Guerre mondiale n'a pas libéré les femmes en les recrutant pour l'industrie, industrie d'armement de surcroît ! Mais elle peut apparaître autant comme un arrêt dans un mouvement pacifiste international, que comme un moteur à bas régime pour s'affranchir de la misère, de l'illettrisme, de l'invisibilité afin de s'engager vers l'émancipation économique, sociale et politique.»

Un combat jamais achevé.

SAGNA

Hélène Hernandez, *Celles de 14 : la situation des femmes au temps de la Grande Boucherie*, Les Éditions libertaires, 2015, 132 p., 11 €.